

Rencontres

Anne-Lucie Wack

L'équité hommes-femmes, une question d'intérêt collectif

Portrait-rencontre avec Anne-Lucie Wack (PG 84, ENGREF 88),
Directrice générale de Montpellier SupAgro et Présidente
de la Conférence des Grandes Ecoles



Riche de multiples talents et domaines de compétences, Anne-Lucie allie la discrétion et la détermination et n'a cessé d'ouvrir des portes jusqu'à celle de la présidence de la Conférence des Grandes Ecoles en juin dernier. Elle avance dans la vie avec aisance et simplicité et milite pour une société plus juste qui donne notamment une plus grande place aux femmes qu'elle encourage à sortir des modèles traditionnels.

Pourquoi avez-vous choisi de faire des études d'agronomie ? Que vous ont-elles apporté ?

A vrai dire je n'avais pas à l'époque d'idée précise et je me suis retrouvée en prépa agro qui pouvait ouvrir *in fine* sur une large gamme de métiers. J'ai intégré l'Agro-Paris puis l'ENGREF. Ce que j'ai retiré de mes études, c'est bien sûr une connaissance de l'agriculture et de l'alimentation, mais aussi et surtout une capacité à appréhender les choses de façon globale et systémique qui m'a servi tout au long de mon parcours.

Pensez-vous que les formations Agro préparent mieux que les autres formations à cette forme d'esprit ?

Maintenant que je suis présidente de la Conférence des Grandes écoles (*la CGE regroupe les 220 grandes écoles membres : écoles d'ingénieur, de management, architecture, design, journalisme, Normale Sup, ENA, IEP...*) j'ai une vision plus complète de l'ensemble des formations au plan national et je peux vous dire que c'est bien dans l'ADN des grandes écoles, de former des jeunes à l'esprit ouvert. C'est

cela qui fait la force de nos diplômés sur le marché de l'emploi.

Donc non, je ne dirais pas que les Agro sont « mieux » préparés que les autres. En revanche ils ont la spécificité d'avoir une formation qui croise sciences de l'ingénieur, sciences biologiques et sciences humaines et sociales, et donc une forte ouverture à la complexité du vivant. C'est un atout majeur pour anticiper des futurs qu'on ne connaît pas, dans une période marquée par de grandes transitions économiques, sociales, climatiques, énergétiques,

De quand date votre premier vrai choix d'orientation ?

Après les deux années à l'Agro Paris je suis rentrée à l'ENGREF comme élève fonctionnaire, et cela était cohérent avec mes valeurs de service public et d'intérêt collectif, qui ont constitué par la suite le fil rouge de mon parcours professionnel, près de 30 années consacrées à la génération, au partage et à la diffusion du savoir. Mais mon premier vrai choix d'orientation, c'est quand j'ai décidé de suivre une formation complémentaire par la recherche. C'était les premières années où l'école mettait en place ce dispositif, l'idée était qu'il fallait qu'il y ait dans la fonction publique des gens sensibles à la culture de l'innovation. Cela me parlait et j'avais envie d'avoir des bases scientifiques solides et un doctorat, diplôme reconnu dans les milieux scientifiques internationaux.

Je me suis ainsi engagée dans un cursus doctoral (DEA et thèse) puis une habilitation à diriger des recherches au Cirad à Montpellier où je suis restée plus de quinze ans (1987-2003) sur des questions de développement agricole et alimentaire durable et de coopération internationale.

« J'étais effectivement la 1^{re} femme à prendre la direction générale de SupAgro alors que l'école existe depuis 150 ans, mais j'étais aussi la première – et reste aujourd'hui la seule – à la tête d'une grande école agronomique »

Vous avez pris très tôt des responsabilités dans le monde de la recherche

Effectivement, dès l'âge de 29 ans j'ai pris la direction d'unités de recherche puis des responsabilités managériales croissantes. J'ai par la suite également monté et dirigé pendant 7 ans une Fondation scientifique et piloté son réseau d'excellence (1300 cadres scientifiques, 30 unités de recherche), contribuant ainsi à la visibilité internationale du site Montpelliérain.

Vous passez ensuite de la recherche à l'enseignement supérieur

Ce sont deux sphères qui sont par nature étroitement connectées, et qui devraient l'être de plus en plus en France. En 2013, après vingt-cinq ans dans la sphère recherche je suis devenue Directrice

Générale de Montpellier SupAgro, grande école qui délivre deux diplômes d'ingénieurs et le Doctorat, ainsi que des Master et des Licences pro.

Vous semblez avoir toujours ouvert de nouvelles portes dans des bastions plutôt masculins, particulièrement celui de l'enseignement supérieur. Qu'en dites-vous ?

C'est sans doute un signe que les choses bougent. Le leadership de l'enseignement supérieur reste encore très masculin. Aujourd'hui nous avons une vingtaine de femmes dirigeantes sur les 220 grandes écoles membres de la CGE, soit 10 %. Et c'est le même problème dans les universités

J'étais effectivement la 1^{re} femme à prendre la direction générale de SupAgro alors que l'école existe depuis 150 ans, mais j'étais aussi la première – et reste aujourd'hui la seule – à la tête d'une grande école agronomique. Ce qui est d'autant plus étonnant que le vivier est fortement féminisé avec aujourd'hui près de 70 % de filles dans les écoles d'agro. Je suis également la 1^{re} femme à être

devenue présidente de la Conférence des grandes écoles. J'ai été élue à l'unanimité à cette position, qui est une charge lourde : les grandes écoles sont un pilier de l'enseignement supérieur en France, elles représentent 40 % des diplômes de grade Master délivrés au plan national, et les diplômés des grandes écoles occupent des postes à responsabilité dans les entreprises et jouent donc un rôle important dans le développement socio-économique du pays.

Concernant la sous-représentation des femmes à des postes de responsabilité, comment peut-on faire évoluer les choses ?

La question de l'égalité Hommes-femmes et plus largement de l'inclusion

sociale est une question majeure. C'est une question d'équité, mais aussi d'intérêt collectif, car il est forcément contre-productif de se limiter à puiser les talents dans une fraction seulement de la population. Et tout montre que la mixité et la diversité sont source de performance et de créativité. La CGE s'investit sur cette question, par exemple avec le lancement en juin 2015, par l'association sillages que nous présidons, du premier cours massif en ligne (Mooc) sur l'égalité hommes-femmes, ou le concours « Stereotype busters » en début d'année.

J'encourage les jeunes femmes des écoles agronomiques à se projeter dans des fonctions de leadership et des démarches entrepreneuriales, où elles sont sous-représentées. A ne pas se laisser décourager par les difficultés qu'elles pourraient rencontrer et ne pas se laisser enfermer dans schémas mentaux et des stéréotypes de genre. On a besoin de leurs talents dans tous les secteurs. Je pense qu'avec les nouvelles générations, et les dispositions mise en place par l'Etat pour favoriser la parité, le contexte est maintenant plus favorable, même si on a encore du chemin à faire, collectivement, pour faire bouger les choses.

Et l'ouverture internationale des grandes écoles, qu'en dites-vous ?

Nous venons de publier notre dernière enquête mobilité 2015 « Les grandes écoles sur la scène internationale ». Nos écoles accueillent en moyenne 23 % d'étudiants internationaux, ce qui est bien au dessus de la moyenne nationale pour l'enseignement supérieur (12 %). Le modèle des grandes écoles de management et d'ingénieurs « à la française » est reconnu et apprécié à l'international comme en témoignent le développement des doubles diplômes avec des établissements étrangers et l'installation de campus de nos grandes écoles à l'international. Et le dernier classement du Financial Times sur les masters en management, place HEC et l'ESSEC aux 2^e et 3^e rangs. La France est attractive au plan international, et les grandes écoles y contribuent grandement.

■ *Propos recueillis par Solange van Robais*